

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

giscard en 1788 ...

éditorial par bertrand renouvin

Signe des temps : pendant que huit Français musulmans poursuivaient, faute d'être entendus, une grève de la faim qui met leur vie en péril, l'Assemblée nationale se penchait gravement sur les conditions de saisine du Conseil constitutionnel et sur le régime des députés suppléants. Telles sont les exigences du « changement » giscardien, qui se pratique dans l'oubli et dans le mépris de la plus élémentaire humanité.

Mauvais signe d'ailleurs, cette réforme constitutionnelle qui piétine, s'enlise et menace d'échouer. Comme il y a un an, lors de la discussion sur le quinquennat, les réticences de nombreux députés donnent lieu à des calculs compliqués d'où il ressort que la partie risque une fois encore d'être perdue par le gouvernement.

Mauvais signe aussi, cette violente — et remarquable — remise en cause

par Michel Debré du projet de loi sur l'avortement. Comme il y a un an, de nombreux députés de la majorité (y compris parmi les « Républicains indépendants ») reculeront peut-être au moment du vote de cette loi scélérate.

Plutôt que de se féliciter pompeusement de la solidarité ministérielle, plutôt que de faire des déclarations désinvoltes sur la crise économique, M. Giscard devrait s'inquiéter de ces réactions parlementaires qui, à l'automne 1973, traduisaient de façon significative la crise de l'Etat... A moins qu'il ne soit convaincu que la menace de la dissolution suffise à étouffer les troubles de conscience et les mouvements de grogne, sauf chez quelques irréductibles impuissants à changer le rapport des forces parlementaires. Le calcul n'est pas faux, même si un « imprécateur » peut parfois bouleverser les hypothèses les

plus rigoureuses et ruiner les entreprises les plus solides.

Sauf accident, une crise majeure des institutions peut donc être évitée dans l'immédiat, par quelque chantage ou par quelque reculade. Ce qui ne signifie pas que la crise de l'Etat soit pour autant résolue. Elle est au contraire à son paroxysme puisque l'Etat est devenu la chose d'une caste, comme nous l'établissons dans ce numéro, et que le pouvoir politique trahit la tâche de justice qui lui est essentielle comme le montre le drame des harkis.

Il n'est alors d'autre solution que de chasser les accapareurs et de poser enfin, en dehors de tout bavardage, les conditions d'une restauration de l'Etat dans son indépendance, et dans sa dignité.

Bertrand RENOUVIN

les vingt cinq ans de la république populaire de chine

- En 25 ans la Chine a conquis une position internationale solide.
- Mais elle risque fort d'être confrontée sous peu à de graves problèmes internes.

Il y a eu ce premier octobre un quart de siècle que la République Populaire de Chine fut solennellement instaurée à Pékin. Cet anniversaire ne semble pas avoir eu de par le monde l'écho auquel on aurait pu s'attendre ni avoir suscité en Chine même de célébration extraordinaire. A Paris toutefois la présence du Président de la République à la réception de l'Ambassade de Chine fut fort remarquée, surtout par la communauté silencieuse des Chinois de Paris et de France.

LA MEDAILLE COTE FACE

Pour qui se souvient de la situation où se trouvait la Chine au cours de la première moitié du XX^e siècle avec la fin de l'Empire décadent et le début chaotique d'une république marquée par les luttes intestines et le conflit sino-japonais, suivi, la guerre mondiale à peine terminée, de trois ans de guerre civile entre Kuomintang et Communistes malgré la médiation maladroite des Etats-Unis, le redressement opéré par la Chine en vingt-cinq années peut paraître un étonnant miracle. D'un état de déliquescence comparable à celui des Balkans à la fin du siècle dernier, la Chine, remise sur pied est devenu un Etat universellement respecté, même par les adversaires déclarés du communisme sous toutes ses formes.

A un pays ruiné par la guerre et les catastrophes naturelles aggravées par l'incurie et le laisser aller causés par le désordre social, en ce court laps de temps, la patience, l'abnégation, le courage du peuple chinois ont fait succéder une contrée prospère où règnent pour tous l'ordre et la sécurité. Certes à nos yeux d'occidentaux, et par comparaison, le niveau de vie n'est pas des plus élevés, mais pour un peuple qui ne connaissait que la misère c'est un immense progrès que de se sentir enfin en sécurité. Pour l'économie chinoise d'où a disparu la notion de profit, les désirs ne dépassent pas les limites du possible ; sur le plan individuel comme sur le plan national, la Chine ferme sur ses deux jambes à su harmoniser besoins et possibilités : pas de recours au crédit, on paie toujours cash et seulement lorsqu'on en a les moyens. Reconnaissons en cela une sagesse bien conforme à la notion traditionnelle du « juste milieu ».

Sur le plan mondial, sans aucune compromission ni concession d'aucune sorte, et peut-être en raison de cette intransigeance même, la Chine sans coup férir a conquis la considération et la position internationale qu'elle méritait. Elle ne cherche pas à plaire ou à être aimée, mais elle étonne le monde et inspire à tous le respect. Le Chinois a retrouvé sa dignité d'homme, la Chine sa dignité de Nation.

Personne à notre époque où règnent prospective et publicité ne niera la suprême importance que revêt « l'image de marque ». La Chine l'a parfaitement compris que ce soit auprès des Puissances capitalistes (toujours à l'affût d'un nouveau marché) ou aux yeux du Tiers Monde, auprès duquel elle peut se poser en exemple car elle ne doit son succès qu'à elle-même et à ses propres forces.

Est-ce à dire que la popularité de la Chine auprès du Tiers Monde soit indiscutable ? C'est douteux car chacun sait que les « Catons » sont rarement populaires, et la Chine ne fait guère exception, d'autant que son complexe de « supériorité » est assez vite ressenti par ceux qu'elle

conseille. Ce qui fait que dans ce domaine ses succès diplomatiques restent limités.

LE PRIX DU SUCCES

La position actuelle de la Chine ne fut pas acquise, on s'en doute, sans larmes ni difficultés : il suffit d'en rappeler les étapes, l'élimination des propriétaires terriens, le grand bon en avant, les Cent Fleurs, la Révolution Culturelle, les « complots » de Lin Biao, la croisade anti-Confucius... Le succès reposait sur le maintien constant de la ferveur révolutionnaire (la Révolution permanente) et une mise en condition sans défaillance. Que d'heures de propagande, de critique et d'autocritique chacun a-t-il dû supporter ! A notre point de vue occidental, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il coûta le sacrifice de toute liberté individuelle et fut payé par un mortel ennui. Certes les Chinois, habitués à vivre grégairement, le ressentent moins que nous autres, individualistes décadents, c'est certain, mais tout de même !... Peyrefitte parle de 800 millions de personnes entrées en religion, je veux bien le croire. Il serait pourtant étonnant que sur le nombre il ne s'en trouve une assez forte proportion qui ne se sente pas la vocation ! Rendre les gens heureux en les forçant à réduire leurs désirs et en les maintenant dans l'ignorance de ce qui existe ailleurs est un moyen par trop négatif d'assurer leur bonheur.

LE REVERS DE LA MEDAILLE

Sur le plan national on peut penser que le prodigieux redressement de la Chine ne doit pas faire trop illusion, et certains vont même jusqu'à penser avec Guillermaux qu'il s'agit plus d'une meilleure répartition des ressources et d'une meilleure utilisation des possibilités que d'un accroissement miraculeux de la production.

Le taux de croissance de la Chine paysanne ne saurait concurrencer celui des pays hautement industrialisés, avec lesquels la distance ne peut aller qu'en s'accroissant. Restreindre les besoins, donc la consommation, des masses ne peut être qu'un palliatif momentané — on sait que le bon marché de la main-d'œuvre fut au point de départ de l'expansion économique du Japon, mais ce ne fut que pour un temps et les conditions actuelles de ce pays ont déjà bien évolué ! A l'instar d'une communauté religieuse, la Chine peut vivre économiquement parce qu'elle se maintient en circuit fermé, mais dans le monde actuel il est difficile de croire qu'un tel état de choses puisse se prolonger indéfiniment.

Sur le plan culturel, — si l'on ne tient pas compte de la découverte de reliques du passé —, le puritanisme de la Chine moderne n'est générateur ni d'art (réduit à un artisanat assez peu inspiré) ni de littérature si l'on excepte le Petit Livre Rouge. C'est ainsi que le théâtre aseptisé par les bons soins de l'épouse du Président Mao Tse-tung est devenu un monument pompier assez proche par l'inspiration de nos Pixérécourt de l'époque révolutionnaire, en musique non plus rien de nouveau de personnel ou de marquant.

Avec un lait pasteurisé on ne fait point de bon fromage : il semble que la liberté, voire même un grain de fantaisie et de désordre, soient nécessaires à l'éclosion de toute œuvre d'art.

Sur le plan religieux, le vide est encore plus complet, un tiers de l'humanité proclame que Dieu pour lui ne saurait compter. Certes on peut

dire avec certains, que la Chine, honnête et pudibonde, est très près de la foi parce que, naturellement chrétienne, elle a une très haute pratique de la morale et des vertus naturelles. C'est réduire la religion à un aspect exclusivement négatif : il me semble que là où le besoin de Dieu n'existe pas il ne saurait y avoir de sentiment religieux, même en puissance. On m'a toujours enseigné qu'un pécheur inquiet était plus près de Dieu, qu'un bourgeois satisfait enfermé dans sa suffisance. Je ne crois pas qu'une morale puisse se transformer en religion si Dieu est exclu de la vie et des aspirations quotidiennes.

Concluons enfin que le tableau euphorique tracé par les modernes Marco Polo émerveillés de quinze jours passés en Chine ne tient compte que de la bien faible portion émergée de l'iceberg qu'il leur est permis d'entrevoir, on ne présente sûrement pas aux touristes communes ou usines qui connaissent insuccès ou mécontentement !

L'AVENIR DE LA CHINE

On ne saurait je crois trop méditer les termes des entretiens que Mao Tse-tung avait accordés à Edgard Snow. Ce sont moins des chants de triomphe que les propos mesurés d'un sage vieillissant.

A qui connaît l'histoire de Chine et la manière indirecte avec laquelle les Chinois aiment faire des allusions, il reste inquiétant de voir Mao Tse-tung, dans la lutte contre Confucius, s'identifier en quelque sorte avec l'empereur Ts'in Che-houang, le grand Réformateur qui, deux siècles avant notre ère, triompha de Confucius et de la société féodale. Chacun sait en effet qu'après vingt-cinq ans de règne, sa mort mit le point final à son œuvre et fut suivie du retour de l'influence des lettrés !

Comme la plupart des grands hommes d'Etat, il semble que le Président Mao n'ait guère songé à sa succession. Comme son modèle Staline (avec toutefois plus d'astuce et moins de violence) Mao a éliminé, à l'exception d'un seul, tous les vieux compagnons de la longue marche et des débuts du communisme, qui contribuèrent largement à son triomphe. Et voici que la solitude s'affirme, car le vieux camarade qui par son influence, sa diplomatie et sa subtilité contribua à maintenir une ligne de mesure et fut le seul à pouvoir tempérer les outrances du vieux « timonier », semble de par son état de santé devoir disparaître sous peu de la scène politique.

Y a-t-il eu une action particulière contre lui et la croisade anti-Confucius le visait-elle particulièrement, comme d'aucuns l'ont affirmé ? Cela ne semble pas évident et ne change rien aux faits. Son absence va se faire cruellement sentir à une époque où se pose la difficile question de la succession.

Qui prendra la relève ? Parmi les quelques noms en vedette aucun n'est de premier plan. Quant au clan des gens de Changhai amis ou parents de Chiangchin (l'épouse du Président), ils sont loin de faire l'unanimité.

En matière de politique, moins qu'en aucun autre domaine, il n'est possible de se livrer à des pronostics. La seule chose que l'on puisse affirmer c'est que dans un proche avenir se poseront pour la Chine des questions difficiles, qui iront peut-être jusqu'à remettre en question la continuité du régime.

Yann KERLANNE

la gauche après les assises

● Un spectacle bien organisé, mais peu d'idées neuves.

Le spectacle Mitterrand serait-il en train d'éclipser le spectacle Giscard ? C'est la question que l'on doit se poser à l'issue des Assises pour le socialisme qui se sont tenues samedi et dimanche dernier.

But officiel des Assises : être un forum d'idées et susciter dans le courant socialiste autogestionnaire un débat intellectuel de haute qualité. Objectif réel : faire de François Mitterrand et du P.S. le fédérateur de toute la gauche non-communiste et affirmer la prééminence de celle-ci sur le P.C...

La première partie de l'opération a bien failli rater : le conseil national du P.S.U., mû par un patriotisme de parti, a refusé de s'engager dans un processus qui aboutirait à sa disparition. Il a renversé la direction Rocard-Chapuis. La nouvelle (et très provisoire) équipe dirigeante a donc été exclue des Assises. Cela n'a pas empêché Rocard de s'y rendre et d'en constituer la vedette numéro 2. Comme les membres de la troisième composante (C.F.D.T. - G.A.M....) n'ont fait entendre aucun couac dans la symphonie des Assises et ont bien joué leur rôle de faire valoir, Mitterrand peut espérer que la masse des militants P.S.U. rejoindra malgré tout ses anciens dirigeants au sein d'un P.S. en pleine expansion, ne laissant sur la rive que les maniaques de la marginalisation (1).

Quant au P.C., il n'apprécie guère le dynamisme socialiste. Les six élections législatives partielles ont montré que le P.S. progressait plus que lui. Le socialiste lorsqu'il représente la gauche au second tour fait plus que le plein de ses voix. Au contraire, le communiste Péron en Dordogne, face à Guéna, n'a pas recueilli toutes les voix socialistes et radicales qui lui auraient permis de l'emporter. Bref, le P.C. redoute d'être confiné au rôle de brillant second. Il s'est donc élevé contre le slogan socialiste « rééquilibrer la gauche », c'est-à-dire doubler les communistes. Réponse sèche et dure de Mitterrand dimanche dernier : « Nous n'avons pas l'intention de nous livrer à des polémiques inutiles avec ceux qui manifestent une certaine inquiétude et une certaine déception quand ils observent, à l'intérieur de la gauche, qu'un certain nombre de choses bougent, risquant de faire évoluer autrement ce que certains appellent des rapports de force... Il m'est arrivé il y a dix-huit mois de parler de rééquilibrage de la gauche, je ne regrette pas puisque c'est fait. »

De toute façon, Mitterrand joue sur du velours. Il sait bien que le P.C. est avide de participer au pouvoir et que sa stratégie électoraliste lui impose de jouer la carte de l'Union de la gauche, même s'il n'en est plus l'élément moteur.

Leader et porte-parole de l'opposition, le premier secrétaire du P.S. affirme son assurance face à un gouvernement qui fait du pilotage à vue, montre une unité très relative, et n'a aucun projet cohérent pour résoudre la crise.

Il reste à savoir si le P.S. est mieux loti sur ce point. Cela semble douteux. Les onze forums des Assises ont été d'intérêt très inégal et, dans la plupart d'entre eux, se sont posées des questions qui sont restées sans réponse. Les enseignants se sont ainsi demandé « De quel projet nos luttes sont-elles porteuses ? »... avant de conclure qu'on le verrait bien quand le « projet-socialiste » prendrait le pouvoir ! Le carrefour sur la justice s'est inquiété de savoir comment empêcher l'appareil policier et judiciaire issu de la bourgeoisie de saboter une expérience socialiste... Sans parvenir, pour autant, à découvrir la parade infaillible. Au sein du carrefour entreprises, un grave problème a opposé militants du P.S. et ceux du P.S.U. Faut-il dire « lutter aujourd'hui pour décider demain » ou « contrôler aujourd'hui pour décider demain ? ».

Au sein du carrefour « cadre de vie » on s'est demandé si la lutte pour la qualité de la vie n'était pas une préoccupation de nantis. Sans doute les animateurs ont-ils pensé aux combats d'associations qui luttent pour sauvegarder trois douzaines d'arbres dans la capitale et s'estiment

satisfaites quand M. Giscard décide d'installer un espace vert dans le trou des Halles. Mais ils méconnaissent la force explosive que contient la révolte contre les « villes-prolétaires » des habitants des banlieues-dortoir et autres Sarcelles. Pour un parti qui prétend « changer la vie » le manque d'originalité et d'audace est, en la matière, fréquent.

Au total, le spectacle bien organisé des Assises dissimule mal l'absence d'une pensée vigoureuse, globale et neuve. Le P.S., malgré la présence en son sein d'éléments de valeur comme Gilles Martinet (2), ne fait que repeindre aux couleurs de la social-technocratie le vieil édifice esséfiot. Miroir aux alouettes pour couches nouvelles, il ne saurait constituer une alternative réelle à la société technocratique.

Arnaud FABRE

(1) Un militant P.S.U. proche de la nouvelle direction nous a d'ailleurs confié qu'il s'attendait à voir les trois quarts du parti suivre Rocard.

(2) Auteur d'un ouvrage « L'Avenir depuis vingt ans » (Stock) qui paraît cette semaine et dont nous rendrons compte prochainement.

fonctionnaires : contestation ambiguë

O.R.T.F... Enseignants... P.T.T. Toute la Fonction publique murmure et s'agite, suscitant les réactions malveillantes du public. Réactions fondées, mais fondées en partie seulement.

PRIVILEGES...

Misère des fonctionnaires... ou privilèges scandaleux ? Prenons le cas de l'O.R.T.F. où les différents partis ont déposé leurs strates de stipendiés : les agents de l'Office font souvent double triple ou quadruple emplois. Et certains producteurs y ont des revenus tels que, pour eux, accepter un poste de directeur d'un des six établissements issus de l'ex-office reviendrait à perdre les trois quarts de leurs émoluments. Voilà qui colore d'un jour curieux leur combat pour la défense du « service public de l'O.R.T.F. ».

Quant aux enseignants qui se plaignent de leurs conditions de travail ils provoquent la colère de l'opinion. Celle-ci ne voit que trop leurs privilèges : 111 jours de congé par an, horaires hebdomadaires réduits (18 heures pour un certifié, 15 pour un agrégé).

Actuellement les syndicats de l'Éducation nationale se mobilisent pour la défense de l'emploi : les nouvelles générations scolaires étant moins nombreuses que celles nées dans l'immédiate après-guerre, les maîtres auxiliaires de l'enseignement secondaire recrutés les années précédentes sont en excédent. Et trois solutions sont possibles dans le cadre actuel :

— ou bien licencier en masse les auxiliaires (solution retenue par le ministère),

— ou bien titulariser les auxiliaires mais en restreignant pendant plusieurs années le recrutement de professeurs par le biais des concours classiques (C.A.P.E.S., agrégation),

— ou bien augmenter le nombre de postes en diminuant les effectifs par classe et en augmentant la durée de la scolarité. C'est bien entendu la solution retenue par le S.G.E.N. et le S.N.E.S. Dans cette optique l'enseignement ne sert plus qu'à donner du travail aux enseignants. La critique d'Illich

qui voit dans l'école une « institution » reproductrice d'elle-même s'en trouve fortifiée.

... OU VICTIMES DU SYSTEME ?

Il serait cependant trop simple de se borner à crier haro sur les fonctionnaires. Ceux-ci sont le produit d'un système qui privilégie l'anonymat et l'irresponsabilité.

Comment un technicien ou un producteur de l'O.R.T.F. pourrait-il être incité à fournir un travail de qualité lorsqu'il voit ses collègues gaspiller temps et crédits pour réaliser des émissions navrantes de nullité, dont certaines ne seront même pas terminées ou programmées mais qui n'en seront pas moins facturées au prix fort ?

Comment un professeur ne serait-il pas découragé ? Là où il faudrait des enseignements intégrés aux divers milieux sociaux, partant des préoccupations des élèves, quitte à élever celle-ci, on dispense un enseignement passe-partout inassimilable par la plupart de ceux qui le reçoivent.

D'où le repliement des enseignants découragés sur leurs privilèges d'horaires et de vacances qui leur font en partie oublier le peu de considération dont ils jouissent. Anesthésiés en outre par la sécurité d'emploi, lorsqu'ils sont titulaires ils tentent rarement de se cultiver et de se perfectionner.

Alors que faire ? Céder aux revendications irresponsables des fonctionnaires ? Les désigner à la vindicte publique comme l'a fait M. Haby à la télévision la semaine dernière pour les enseignants ? Solutions de facilité ! Il serait plutôt souhaitable de redonner aux fonctionnaires le sens de leur dignité. Cela passe, à titre d'exemple, par la déscolarisation des enseignants qui serviraient partie dans l'industrie, les services, l'animation culturelle ou la recherche partie dans les institutions éducatives. Mais on voit mal un Etat démocratique empêtré dans ses féodalités de fonctionnaires-électeurs se lancer dans une révolution culturelle libérée de l'esprit niveleur du maoïsme.

Paul MAISONBLANCHE

Depuis que M. Giscard d'Estaing a pris possession de l'Elysée, notre collaborateur B. La Richardais ne cesse de rassembler les éléments du dossier permettant de comprendre la personnalité du nouveau président, la nature de son régime et l'avenir qu'il nous réserve. Nous avons pensé que le temps était venu de présenter à nos lecteurs une première synthèse de cette réflexion. C'est dans ce dessein que Philippe d'Aymeries s'est entretenu avec B. La Richardais.

Il était normal que cet entretien s'oriente vers les questions économiques. Celles-ci sont aujourd'hui trop cruciales pour notre pays, pour ne pas compter parmi nos premiers soucis. Toutefois les éléments ici présents sont encore trop succincts à eux seuls pour apporter une réponse aux détails de la situation qui s'est créée dans les derniers mois. Georges Pompidou avait une ambition industrielle qui s'expliquait par la volonté de promouvoir le bien-être de tous. Giscard d'Estaing a toujours été à la remorque de ce projet. Comment réagira-t-il aujourd'hui ? Ce technocrate sera-t-il, conformément à la logique de son passé, un obstacle à la croissance ? C'est ce paradoxe, conforté par une convergence d'indices et de faits que nous tenons pour la plus sûre hypothèse. L'avenir dira si elle se vérifie. Nous avons toutes raisons dans ce domaine comme dans bien d'autres d'être pessimistes. Nous continuerons à les développer dans les prochaines semaines. De même nous poursuivrons nos analyses sur les perspectives d'action qui sont nôtres dans une période cruciale.

giscard

P. d'Aymeries : Au moment des élections présidentielles on a parlé d'une O.P.A. giscardienne sur le pouvoir. Qu'en est-il exactement ?

B. La Richardais : Il est très difficile de comprendre l'arrivée au pouvoir de Giscard d'Estaing si on ne la replace pas dans une longue évolution politique. Comment cet homme a-t-il pu prendre le pouvoir avec des moyens apparemment faibles, appuyé par un petit parti qui n'arrivait pas à percer ? N'oublions pas que les R.I. ne sont jamais que les successeurs du C.N.I. (Centre National des Indépendants) qui avait une centaine de députés à la fin de la IV^e République, plus de 125 au début de la V^e. Les R.I. eux n'ont jamais dépassé le chiffre de 60 ou 61 membres. Avec une assise électorale peu importante, une audience difficile à mesurer dans l'opinion, Giscard a-t-il réussi un fantastique coup de poker ?

Ce serait oublier que Giscard est au pouvoir depuis très longtemps. Il a débuté très jeune — ce qui lui permet de se faire encore passer pour un homme jeune — mais c'est bien un vieux routier de la politique : plus de vingt ans de carrière politique. Considérable ! Et sa force, sa grande force a été de le faire oublier par presque tout le monde. Il a profité au maximum des avantages que lui conférait le pouvoir, il a maximisé à fond son acquis, et en même temps, apparaissant comme un homme neuf dans l'opinion, il s'est attiré une clientèle nouvelle que l'usure du pouvoir empêchait tout autre candidat issu de la majorité de recueillir.

Sa carrière, il l'a commencée comme technocrate. Sorti de l'E.N.A. en 1951, il n'a jamais exercé à l'Inspection des Finances. Il est tout de suite entré dans un cabinet ministériel. Il a grimpé les échelons extrêmement vite. Mais ce n'était pas étonnant à l'époque. La IV^e République, ce fut sa force, avait renouvelé totalement le personnel politique en 1944-1945. Les ministres âgés de 30 à 35 ans étaient relativement nombreux : Félix Gaillard, Lecanuet et d'autres... Mais l'habileté de Giscard fut d'obtenir le double parrainage d'Edgar Faure et de Pinay, ce dernier l'ayant placé chez le premier. Trois ou quatre ans passés au sein du personnel politique et de l'administration lui permirent de bien se placer pour prendre en 1956 le siège qu'avait occupé Bardoux.

De 1959 à 1962 il fut secrétaire d'Etat au Budget, puis ministre des Finances de début 1962 à début 1966, puis à nouveau en 1969. Parallèlement, il appartenait aux Indépendants. Il avait formé en novembre 1962 le groupe parlementaire des Républicains Indépendants — le parti lui-même n'a été créé qu'en 1967 — ce qui ne l'empêchait pas d'être le protégé de Pinay.

P. d'Aymeries : Giscard a été « Algérie Française »...

B. La Richardais : Oui, les gens qui se battaient pour « l'Algérie Française » comptaient beaucoup sur lui. Les a-t-il aidés ? C'est difficile à dire. Personne ne le sait vraiment. Il a été accusé publiquement. Il y a eu un semblant de procès mais ce n'est pas allé bien loin. Pendant cette période, il a dû aussi se séparer de Poniatowski, son directeur de cabinet et qui était un peu trop voyant. Mais il est certain que dès l'automne 1962 l'un et l'autre avaient choisi leur camp. Et puis, leur position pour l'Algérie n'est qu'une péripétie dans leur carrière...

P. d'Aymeries : En définitive, d'après le tableau que tu viens de brosser de 1951 à 1974, il s'agirait plutôt d'un destin personnel. J'y verrai aussi la concrétisation manifeste des espoirs d'une classe sociologique très représentative en France.

B. La Richardais : C'est plus difficile à déterminer. Il est certain que la classe sociologique en question accordera toujours sa confiance, a priori, à l'équipe Giscard tant qu'elle ne touchera pas à l'aspect économique des choses et ne remettra pas en cause certains privilèges. Mais on ne peut pas dire absolument que ces hommes soient les instruments de cette classe.

Comment s'est faite leur accession au sommet de l'Etat ? Poniatowski a monté un type d'appareil de prise du pouvoir par le biais des élections présidentielles. Il ne voulait pas d'un parti qui conquière le pouvoir en tant que parti. Cela, ni de Gaulle ni Pompidou ne l'avaient aussi bien préparé. En 1965 de Gaulle a hésité si longuement et sa campagne a été si mal faite qu'il n'est pas passé au premier tour. Quant à Pompidou il a très vite monté un appareil de combat mais il faut dire qu'il a gagné beaucoup plus grâce à l'inexistence de Poher que par ses propres capacités. Giscard, donc, complotait depuis très longtemps. Mais il ne faisait pas le poids contre de Gaulle, qui le chassa. Pendant un temps, il ne fut rien, il ne siégeait même pas au Parlement. Il réapparut en 1967. On lui concéda alors le poste de Président de la commission des Finances. En raison de son attitude en mai 68, où déjà il avait commencé à trahir, il perdit cette place. Et Poniatowski, réélu dans le Val-d'Oise, avait un candidat U.D.R. contre lui.

Pompidou a repris Giscard en 1969 comme ministre des Finances pour le récompenser de sa trahison — il avait demandé deux jours avant le référendum de voter non.

Dès que Giscard a su que Pompidou était malade, la guerre pour la succession a commencé. Ce fut d'abord l'élimination de Chaban,

et la politique des scandales dirigée, orchestrée. Chaban mis sur la touche, Giscard a profité de l'atmosphère de moralité publique recréée : c'était « Monsieur Propre » ! Désormais il fait cavalier seul. Pompidou, de plus en plus malade et de plus en plus autoritaire, voulait un Premier ministre inexistant. Puisque c'est un fantoche qui loge à Matignon, Giscard mène sa politique en traitant directement avec le Président, mais en faisant porter le chapeau à Messmer. Toujours son habitude !

P. d'Aymeries : D'accord. Mais maintenant il est au pouvoir, c'est lui qui prend les décisions.

B. La Richardais : Revenons encore un peu sur la conception qu'il a du pouvoir politique et de la politique en général. Giscard et Poniatowski se prétendent libéraux. Ils le sont vraiment sur le plan personnel en ce sens que ce sont des individualistes forcés dont l'ambition est démesurée. Mais s'ils sont suffisamment ambitieux pour désirer le pouvoir, ils ont trop peu le sens de l'Etat et sont trop sceptiques sur un plan personnel pour s'engager à fond dans la gestion des affaires publiques. Giscard donne l'impression de l'homme d'affaires, du grand bourgeois qui s'occupe de la chose publique entre deux parties de polo. Il y a de la désinvolture, comme l'a bien dit la C.G.T., dans leur façon de se comporter.

Ce sont finalement des gens qui s'en foutent ! Pourquoi ? Parce que la vie leur a tout donné, ils n'en attendent plus rien sinon la distraction. Alors... les gadgets ! On se balade à cinq heures du matin, on ressuscite Guignol dans une ville de province.

P. d'Aymeries : L'agrément de la Présidence de la République, c'est de pouvoir faire un feu de bois dans le palais de l'Elysée.

B. La Richardais : Un peu, oui. Mais ce n'est

le paradoxe d

P. d'Aymeries : Je voudrais revenir sur un point qui me paraît fondamental. Tu parles de la politique en tant que gadget, ne pourrait-on parler de la politique en tant que moyen ? Je m'explique. L'accession au pouvoir de Giscard serait la façon ultime de subordonner le politique à l'économique, de ramener la médiation politique à la vision économique de la société. En ce sens je prêterai à Giscard plus de sérieux que tu ne lui en accordes. Il fallait accéder au plus haut poste de l'Etat pour appliquer les visions économiques qui sont nées de la gestion de la pénurie de 1940, de l'organisation planificatrice, pourtant subordonnée au politique, de la IV^e République et des grands desseins industrialistes de la V^e. C'est le politique remis en place par des technocrates saint-simoniens.

Cela ne contredit d'ailleurs pas ce que tu disais à l'instant. Le technocrate actuel, tel qu'on le définit de façon très classique, c'est

Giscard en 1788...

pas qu'une expression extérieure, elle est révélatrice d'une pensée profonde.

P. d'Aymeries : Ainsi dire qu'on va à l'Elysée comme à n'importe quel bureau. C'est scandaleux. Le souci de la nation, comme dit Pierre Boutang, doit être le souci de toute la vie du Chef de l'Etat. De Gaulle avait épousé la France, comme dit Malraux, plus qu'Yvonne Vendroux, et c'était toute sa vie, il ne pouvait y avoir un moment pour l'Elysée et un moment pour la vie privée.

B. La Richardais : Ta réflexion situe parfaitement le problème. Le régime actuel, bien qu'on y trouve les mêmes hommes, n'a plus grand chose à voir, dans son essence, avec le régime précédent. De Gaulle, Pompidou étaient des gens très critiquables, sur de nombreux points ; mais ils avaient un sens profond de l'Etat. Même quand on accusait de Gaulle de confondre l'Etat et sa personne.

P. d'Aymeries : Cette identification n'est-elle pas un peu normale ?

B. La Richardais : Sans doute, c'est vrai. Maintenant on se trouve devant des gens pour qui la France et l'Etat sont des gadgets. La politique, dont ils ont une conception extrêmement basse, est un passe-temps pour eux. **Ils ne sont que des locataires de l'Elysée.** La seule chose sérieuse qui compte pour eux, c'est de faire de l'argent. Amasser du capital. Bien vivre. Georges Pompidou aimait aussi bien vivre, c'était un financier, mais il croyait tout de même en la France, voulait que les Français profitent de l'industrialisation et du progrès économique. La conception des nouveaux maîtres veut que ce soit une caste qui gouverne, de la même façon qu'elle tient les conseils d'administration, qui accapare tout, et se réserve le gâteau tout entier, dont certains pourtant réclamaient une part — l'U.D.R. entre autres.

Le technocrate

un salarié appointé pour diriger une affaire. Il prend les profits du capital sans en prendre les risques. Ainsi Giscard est payé tant d'heures pour gérer l'Etat.

B. La Richardais : Tu as raison. Et tu le vois encore plus que moi. Cela explique aussi l'attrait du régime pour un certain nombre de gens qui partagent les objectifs et les méthodes de la technocratie. En revanche la finalité des dirigeants ne va pas jusque-là, ils ne jouent pas à fond cette carte de l'économie, dans sa totalité. Ils sont en effet trop dilettantes pour s'accrocher à un projet, même purement technocratique.

P. d'Aymeries : Mais le contexte de crise économique peut empêcher la vision économique globale que tu suggères. Dans ce contexte-là il est évident qu'une politique d'industrialisation par exemple, s'entend de façon très différente que du temps de Pompidou.

B. La Richardais : Pendant la présidence Pompidou, période relativement calme, Giscard n'a jamais été un moteur, mais bien un wagon de queue et qui souvent freinait. A l'heure actuelle, les conditions économiques internationales, qui entraînent une dégradation de la balance des paiements, nous obligent à un renforcement rapide de notre potentiel industriel. Si ce phénomène d'industrialisation n'avait pas été lancé au cours des dernières années, dans quelles conditions aurions-nous abordé cette crise !

Depuis 1968, la France a rencontré plusieurs crises et les a surmontées. Crise européenne notamment, car nous sommes partis dans le marché commun avec un handicap considérable. Certes, un temps, le marché commun agricole a été utile à la France sur un plan social, améliorant le niveau de vie des agriculteurs. Mais cela n'a été obtenu de nos partenaires qu'en échange d'un sacrifice du potentiel industriel de la France. Il a fallu remonter le courant dans des conditions difficiles. Ce fut fait dans une large part. Et puis dans ses dernières semaines, Pompidou avait pris toute une série de mesures, face à la crise : délégation à l'énergie, rapports demandés au Plan. Tout cela a été abandonné. Cela se comprendrait si quelque chose d'autre avait été mis en place. Mais il n'y a strictement rien eu. On commence seulement maintenant à s'interroger sur les conséquences de l'inflation et sur les moyens de résorber le déficit de la balance des paiements. Alors on prend une décision facile et spectaculaire : limitation des importations de pétrole. Mais qu'a-t-il été fait pour le commerce extérieur ?

P. d'Aymeries : Pourtant des décisions sont prises par Giscard. Mais alors qu'elles auraient dû renforcer, comme tu viens de le dire, le potentiel industriel et économique de la France, elles le pénalisent, et notamment les investissements des entreprises. Constaté cela n'est d'ailleurs pas abonder dans le sens du C.N.P.F. Les mesures prises par Giscard visent à faire supporter par les chefs d'entreprise les décisions impopulaires qu'il sera obligé de prendre, principalement la limitation des salaires. C'est le problème de la taxe conjoncturelle qui conduira sans aucun doute un nombre d'entreprises à réagir d'elles-mêmes sur le niveau des salaires.

Par ailleurs, on peut se demander si les mesures prises par Giscard ressortent du pilotage à vue ou au contraire d'un plan d'ensemble qui élimine l'entrepreneur pour le remplacer par des techniciens. L'entreprise qui crée, qui produit, qui offre du travail disparaît dans la vision économique du monde qu'a l'équipe Giscard.

B. La Richardais : Giscard a vis à vis de l'entreprise le mépris foncier du technocrate, déformé en plus par vingt ans de ministère des Finances, qui, comme chacun sait, n'est absolument pas créateur, et même foncièrement négatif. **Toute l'intelligence de Giscard, sa compétence, ses connaissances, et celles de l'équipe qui l'entoure n'ont été depuis des années et ne sont destinées qu'à empêcher.** Et là-dessus ils sont imbattables !

Mais il y a une deuxième vision des choses, celle-là beaucoup plus politique. L'assise de Giscard est telle que, de toute façon, les mesures qu'il prendra ne seront pas des mesures d'ensemble, inscrites dans un plan général qui

affecte toute la population. Pompidou en faisait déjà autant : l'absence de plan global était compensée par des mesures sectorielles telles la loi Royer en faveur des commerçants. Dans le système actuel, les salariés relativement marginaux dans la clientèle électorale de Giscard font les frais de sa politique. L'inflation, à défaut d'être réduite, sera peut-être stabilisée. Mais c'est à une véritable police des salaires que vont conduire ces mesures. De plus le système fiscal est anti-salarial. L'augmentation des salaires majeure d'année en année le prélèvement fiscal.

P. d'Aymeries : Tu noteras pourtant que les tranches d'impôt ont été relevées. Donc on ne peut pas dire que l'inflation nourrisse les recettes de l'Etat en 1975.

B. La Richardais : Si, tout de même, car elles n'ont pas été relevées de la totalité de l'inflation prévisible. Un autre exemple, c'est le poids de la T.V.A. en période d'inflation. Plus les prix montent, plus l'assiette de l'impôt est élevée et plus son rendement est grand.

P. d'Aymeries : Mais le système Giscard, s'il arrive à se jouer d'un certain nombre d'obstacles économiques, va, à mon avis se heurter à des blocages qui sortent du domaine économique proprement dit. Par exemple la politique étrangère. Ou l'avortement.

B. La Richardais : Certes ces problèmes mettent en difficulté le régime. Mais Giscard est suffisamment habile. En politique étrangère, ce sera l'abandon, le renoncement. Au détriment du pays. Et la population, à moins d'être fortement sensibilisée, ne réagira pas.

L'avortement, lui, fait partie des choses qu'on abandonne à l'opposition, à la gauche. D'abord, cela ne coûte rien, ensuite cela contribue au renforcement de l'abrutissement général du pays. De quoi arranger la caste dominante et la laisser manœuvrer dans une relative tranquillité. Quant à ceux qui ont voté Giscard et qui étaient opposés à l'avortement, ils savaient pertinemment à quoi s'en tenir. Ils savaient que Pomiatowski, ministre de la Santé publique, était le rapporteur de la loi. Ils savaient que Giscard, lui-même, était venu exiger de ses parlementaires qu'ils votent cette loi.

P. d'Aymeries : L'autre genre de réformes, qui donne bonne conscience, c'est la majorité à 18 ans. Je crois qu'on peut l'analyser comme une magnifique entreprise de récupération de la jeunesse et de son intégration, faite avec l'approbation de la gauche, dans le système économique. Comme le montrait très bien Gilbert Comte dans *Le Quotidien de Paris*, cette décision évite de se pencher sur les problèmes de la jeunesse et conduira plus sûrement celle-ci à rentrer dans le rang.

B. La Richardais : Tout cela fait partie de ce « changement » qui n'en est pas un, de ces mesures en trompe-l'œil. Elles cachent la volonté de domination d'une caste, qui cède sur quelques points, pour ne pas remettre en cause les fondements de sa puissance. Ils sont les descendants de ces aristocrates de 1788 qui ne se préoccupaient que de la défense de leurs privilèges. Quant à la France, eh bien... Au fond nous sommes un peu dans la même situation. Mais n'oublions pas qu'après 1788...

Propos recueillis par
François WAGNER

Jean-Marie Domenach, par un article très remarqué au **Nouvel Observateur** a provoqué à l'intérieur de la gauche un débat qui ne cesse de s'amplifier. La gauche ne parviendra pas à présenter une véritable alternative au système Giscard, écrivait-il en substance, si elle se contente de proposer une gestion différente d'un même type de société et de croissance. En effet, précise-t-il au **Quotidien de Paris** : « Pour moi la vraie crise, au sens médical du mot, c'est cette collection de symptômes qui annoncent l'aggravation de la maladie de civilisation conçue il y a quatre siècles et réalisée par la grande industrie. » (1) Dès lors, c'est une transformation radicale qui s'impose et qui n'a rien à voir de près ou de loin avec les techniques de réduction de l'inflation ou même du chômage.

Ces réflexions ont provoqué de très vives répliques d'hommes comme Claude Gruson ou Gilles Martinet dénonçant l'utopie d'Illich dont Domenach se réclame. Martinet vient même d'écrire un livre, **l'avenir depuis vingt ans**, où il ne craint pas de s'en prendre à quelques mythes gauchistes, quelques illusions lyriques. Ses remarques sont à prendre en considération d'autant plus qu'elles jettent une lumière crue sur le danger totalitaire inhérent à toute utopie et sur un rousseauisme éternel toujours pernicieux. Est-ce à dire que la méthode de Martinet nous satisfait pleinement ? Nullement. En effet, autant il nous paraît indispensable d'étudier avec le plus grand soin les luttes sociales, les rapports d'exploitation, les liens entre le pouvoir et les classes, autant il nous paraît dangereux de passer à côté, en les tenant pour illusoire, les diagnostics de quelques prophètes plus attentifs à l'essence des choses qu'à leurs accidents. Il est facile de moquer les illusions spiritualistes de l'auteur de la **France contre les robots**. Il est grave de méconnaître la force et le réalisme

RASSEMBLEMENT ROYALISTE

un projet de société

autrement décisifs que les prétendus réalismes d'analyses qui vont directement au cœur de la civilisation moderne. Il y a mille fois plus de vérité dans le regard jeté par Nietzsche sur le nihilisme moderne que dans toutes les analyses du **Capital**. Cela ne veut pas dire qu'une mise en relation, une coordination des données et des réalismes ne s'impose pas. C'est le propre de la politique d'être le lieu où tout se rassemble, c'est la fonction du politique de reconnaître à tous les éléments leur juste place et d'arbitrer entre eux.

Telle est l'ambition à la fois impossible et sage des travaux et des forums de notre rassemblement. On conçoit aisément, alors, qu'ils requièrent tous nos efforts. Un septième forum est venu s'ajouter à notre liste de la semaine passée. Notre section de Grenoble propose en effet de prendre en charge la préparation et

l'animation d'une réflexion sur la **crise de l'intelligence**. Voilà un volet qui complètera heureusement l'ensemble.

Notre effort s'inscrit dans un débat national que les circonstances se chargent de rendre de plus en plus crucial. Il s'agit pour nous, en liaison avec nos amis et compagnons de route, mais aussi avec des adversaires, d'éclairer, de préciser un projet qui prendra en compte toutes les nécessités mais aussi tous les espoirs raisonnables. Des lignes de force devront se dégager :

— La croissance, ses faux semblants et sa nécessité.

— L'indépendance, sa nécessité et sa stratégie par rapport aux grands impérialismes et ses relations au tiers monde.

— La culture, la vocation des clercs, leur rôle social et la place des réseaux du savoir dans une société aux multiples visages.

— La décentralisation dans ses vraies dimensions qui impliquent toutes la mise à mort d'un jacobinisme dont le vrai sens est la fabrication d'un modèle unique d'individu, convoité à la fois et d'un même mouvement par l'égalitarisme et l'élitisme modernes, etc.

Et pour couronner le tout, la monarchie comme médiation efficace d'un projet de société, incarnation de l'essence du politique aussi éloignée du totalitarisme que du laisser aller libéral.

Il nous faut absolument montrer que dans le débat face à la crise nous avons notre mot à dire ; le plus audacieux et le plus sage, le plus révolutionnaire et le plus traditionnel, le plus tranchant mais aussi le plus unificateur.

Gérard LECLERC.

(1) **Quotidien de Paris** - 14 octobre.

(2) Gilles Martinet : **L'avenir depuis vingt ans** (Stock).

le mouvement royaliste

NOTRE APPEL DE LA RENTREE

Voici aujourd'hui notre deuxième liste de souscripteurs. Plus d'un million d'anciens francs nous ont déjà été envoyés sur les six millions qui nous sont indispensables pour assurer le financement nécessaire à nos activités. Que tous ceux qui ont déjà répondu à notre appel en soient remerciés ici. Mais nombreux encore sont ceux qui parmi vous, n'ont pas encore envoyé leur contribution, qu'ils le fassent sans tarder pour nous permettre de prévoir à l'avance la répartition de nos dépenses. Il serait vraiment dommage que nous soyons obligés de réduire telle ou telle de nos acti-

vités, faute d'avoir trouvé suffisamment tôt le moyen d'en assurer l'équilibre financier. Certes nos ambitions sont grandes mais nous savons que votre générosité l'est aussi ! Alors merci d'avance, nous comptons sur vous.

Y. AUMONT

P.S. - Versements à établir au nom de la N.A.F. C.C.P. 642-31 Paris, en précisant « pour la souscription ».

2^e liste :

Penel 20 F - F. O'Driscoll 10 F - Une partie de poker 40 F - Anonyme Aveyron 100 F - Mlle Perrin 55 F - J. Remacle 50 F - J.-M. Guemene 50 F - M. Ebstein 123 F - Genini 100 F - Darblade 100 F - Girieu 10 F - Isam-

bert 100 F - F. Ferrié 30 F - M. Desaubliaux 100 F - Lack 30 F - Anonyme Essonne 15 F - Anonyme Côtes-du-Nord 200 F - E. Boulogne 50 F - Dilmann 160 F - Laubser 100 F - Houriez 50 F - Saverot 40 F - Mauriange 100 F - Combes 300 F - Boudjellal 100 F - Griffaton 400 F - Anonyme Mayotte 200 F - Lechopier 500 F - F. Laroche 10 F - Pignarre 150 F - Reffet 75 F - Senecat 250 F - Sanchez 20 F - Bodin 100 F - Drijard 500 F - Lavenue 100 F - Bouchet 110 F - J. Léo 200 F - R. Duthoit 100 F - A. Vaugrente 20 F - Anonyme Bretagne 130 F.

Total de cette liste	4898 F
Total précédent	5960 F
Total	10858 F

MERCREDIS DE LA N.A.F.

Les réunions ont désormais lieu tous les mercredis au 12, rue du Renard (2^e étage) à 21 heures. Les lecteurs de la N.A.F. y sont non seulement conviés mais il est vivement recommandé d'y amener des amis.

Mercredi 16 octobre : « Qu'est-ce que la politique », par Gérard Leclerc.

Mercredi 23 octobre : « Indépendance politique et sociétés trans-nationales », par Philippe d'Aymeries.

Mercredi 6 novembre : « Deux prophètes en notre temps : 1^{re} partie : Georges Bernanos » par Gérard Leclerc.

Mercredi 13 novembre : « Un Prince pour notre temps : le Comte de Paris », par Bertrand Renouvin.

permanences

BORDEAUX

La section de Bordeaux informe ses amis et sympathisants que la permanence du quai des Chartrons est arrêtée. Une nouvelle permanence va être établie. En attendant adressez votre courrier à Ph. Cailleux, résidence Rosiers, Bellevue, 33170 Gradi-gnan - C.C.P. Bordeaux 391 783 V.

PARIS-15° - CLAMART - ISSY - VANVES

Permanence avec exposé suivi de débat tous les vendredis à 21 h au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier (métro Convention).

BOURG-LA-REINE - SCEAUX - MASSY

Réunion le jeudi 17 octobre à 20 h 30 au Café du Commerce, 54, avenue de la Division Leclerc à Bourg-la-Reine sur le thème : « Quelle action locale ? »

session philo

Une session philosophie aura lieu en Bretagne dans notre maison de la Rue des Aubiers du vendredi 1^{er} novembre au dimanche 3 novembre. Les personnes intéressées sont priées de le faire savoir au journal.

l'unité politique nécessaire

« Dans ce monde mouvant et dangereux, qui est le nôtre, l'unité, l'unité politique de la nation reste une obligation fervente. »

Henri. Comte de Paris - 18 janvier 1967.

Voici revenir le temps de panique où le gouvernement ne sent plus l'assentiment du peuple, où le peuple ne sait plus s'il est gouverné, et où tous subodorent un danger sans pouvoir le cerner, le maîtriser, encore moins y remédier.

Panique sur l'inflation, panique sur l'énergie, panique sur l'agriculture, panique sur l'emploi, panique sur l'éducation... On s'interroge sur la signification du service national obligatoire au moment où l'on s'entête à nier le fait national en immolant nos agriculteurs sur l'autel euro-

péiste ; on parle d'indépendance nationale en rejoignant honteusement l'atlantisme et en oubliant de voir dans la fermeture de nombreuses industries la conséquence de l'intrusion considérée des capitaux étrangers dans notre économie ; on parle de planification, alors que notre politique sucrière est un échec à cause de l'Europe et des intérêts des accapareurs intouchables ; on parle de la sécurité de l'emploi alors que le chômage guette les secteurs que privilégiait jusqu'ici une folle politique des profits (automobile...)

En fait, nous assistons à la faillite du libéralisme apprenti sorcier : le développement économique, encore moins la promotion sociale, n'est pas l'affaire de gestionnaires, mais de politiques. Et parce que le politique n'est pas un simple technicien, il peut, loin du proverbial « laisser faire », concevoir un projet global de civilisation, appuyé sur une conception de l'homme et des fins de la société, en pouvant le réaliser par les moyens appropriés. Parmi ces derniers le temps, et la continuité en sont d'essentiels.

Mais pour pouvoir exercer sa fonction, le politique doit faire reposer son action sur la nation tout entière, son assentiment et surtout ses compétences.

DES ESPACES POLITIQUES...

Comme au temps du dernier gouvernement Messmer, où la panique énergétique se mêlait au problème diplomatique, nous voyons éclore des clubs de pensée, véritables espaces politiques.

En août dernier, *Combat* demandait « une doctrine nationale », à la fois patriotique, sociale, internationale, militaire, économique, éducative et institutionnelle, ce que nous appelons depuis toujours à la N.A.F. un *projet de civilisation*. Alors qu'Edgar Faure veut mobiliser les esprits français pour combattre l'inflation, d'une part

Michel Jobert, esprit frondeur qui, malheureusement se trompe de République, d'autre part les socialistes, en créant l'ISER, se veulent laboratoires d'idées.

Loin de nous étonner et de mépriser ce foisonnement de cercles et groupes d'études, nous nous en félicitons : car, comme dit le Comte de Paris : « la France dispose d'une pépinière d'hommes de qualité, d'un réservoir inépuisable de compétences » (1).

Reste le problème de leur faire abattre leur cloisonnement socio-idéologique pour les faire œuvrer de concert au service du seul projet de société nécessaire : la France. Car « l'affrontement d'un bloc de gauche et d'un bloc de droite, quels que soient les noms dont on les pare, est fondamentalement contraire aux leçons de notre histoire. Jamais, ni jadis, ni naguère, rien de bon pour la France ni de profitable aux Français n'a été réalisé dans la division. Tout ce qui a été fait de grand et de fécond l'a été par l'effort d'une nation rassemblée autour d'une volonté politique déterminée et cohérente s'élevant sur de larges assises où elle trouve stabilité, force et puissance » (2).

Pour sortir de la crise présente, la France doit d'abord mobiliser toutes ses énergies : les débats partisans sont d'un autre âge. Et cette urgence peut être salutaire qui imposera ce que nécessite, depuis si longtemps, la civilisation nouvelle où nous vivons désormais : l'unité politique.

C'est le sens du combat du Comte de Paris, c'est même, pourrait-on dire, le fil directeur de sa pensée.

Mais personne d'autre n'a-t-il cherché ou ne cherche-t-il cette unité politique ? C'est ce que nous étudierons bientôt.

Ph. VIMEUX

(1) Bulletin du Comte de Paris, 26 juin 1954.
(2) Bulletin du Comte de Paris, 22 avril 1964.

NOUVELLES DE BALZAC

Notre ami Jacques Chérifi remercie tous ceux qui lui ont manifesté leur sympathie à la suite des deux agressions dont il a été victime. Il a été spécialement sensible aux nombreux témoignages de solidarité qui lui sont parvenus de la part de lycéens du lycée Balzac qui ont tenu à manifester ainsi, quels que soient leurs engagements politiques, leur réprobation devant les agissements des « voyous à prétention politique ».

Jacques devra subir cette semaine une intervention chirurgicale, la N.A.F. lui adresse ses vœux de prompt rétablissement en attendant qu'il puisse reprendre sa place parmi nous.

LA N.A.F. RECHERCHE

● Un militant pourvu d'une voiture et libre tous les mardis soirs de 18 h à 19 h pour assurer le transport de la N.A.F. hebdo.

● Pour un travail universitaire sur la période 1930-44 et sur l'épuration, tout livre, brochure et publications de droite de l'époque ainsi que les œuvres de Drumont, Valois, de Poncins, Mgr Jouin, Drieu, etc.

Par ailleurs nous recherchons tous les ouvrages de Maurras. Faire offre chiffrée au journal.

● Exemplaires du Bulletin de Monseigneur le Comte de Paris n° 1 à 74, 76 à 86, 90 à 96, 101, 184, 203 et suivants.

● Exemplaires d'A.F. Université antérieurs au n° 151 ainsi que le n° 156.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication
Yvan AUMONT
Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

lettre ouverte à valéry giscard d'estaing

Monsieur le Président de la République,

Vous n'ignorez pas que depuis le 4 septembre des Français-musulmans font la grève de la faim dans l'église de la Madeleine à Paris pour voir reconnus et appliqués leurs droits essentiels.

Vous n'ignorez pas que depuis douze ans les anciens harkis vivent dans des conditions déplorables, souvent séparés de leurs familles restées bloquées en Algérie, certains d'entre eux toujours parqués dans des camps, à la fois rejetés par les autorités algériennes et oubliés et méprisés par les gouvernements français.

Vous n'ignorez pas que le gouvernement français n'a jamais essayé de résoudre sérieusement les problèmes de ces 230.000 Français-musulmans, rien n'a été fait de sérieux ni pour leur reclassement, ni pour leur accueil et leur intégration dans la communauté française.

Vous n'ignorez pas qu'il n'existe, à l'heure actuelle, aucune délégation ministérielle pour régler la situation dans laquelle ils se trouvent.

Et pourtant, Monsieur le Président de la République, depuis un mois vous n'avez pas bougé, vous n'avez pas fait un geste, vous n'avez pas prononcé une parole témoignant que vous manifestiez un intérêt quelconque pour le sort de ces compatriotes qui sont parmi les plus déshérités.

Et pourtant, il n'y a pas encore très longtemps, dans les années 1962, lorsque vous-même et M. Poniatowski figuriez parmi les sympathisants actifs de l'O.A.S. vous vous prétendiez alors partisan de l'intégration. Etiez-vous sincère ou ne songiez-vous, à l'époque, qu'à nuire au général de Gaulle dans le simple but d'accéder au pouvoir ?

Et pourtant, tout récemment, lors de la campagne présidentielle vous faisiez distribuer de superbes tracts tricolores, en français et en arabe, appelant les Français-musulmans à voter pour vous. Etiez-vous sincère, ou ne cherchiez-vous alors qu'à piper quelques voix de plus dans une élection difficile ?

Ces questions, Monsieur le Président de la République, nous vous les posons publiquement, non pas en notre nom personnel mais parce que 230.000 Français-musulmans se les posent, mais parce que des milliers, des millions de Français, alertés par la presse, la radio, la télévision se les posent, mais parce que huit hommes, aujourd'hui porte-parole de leurs camarades, sont en danger de mort. Certes leur poids social ne compte guère, certes ils n'ont guère de soutien dans votre caste qui est au pouvoir.

Faudra-t-il qu'il y ait mort d'homme ? Faudra-t-il que douze ans après la fin de la guerre, de nouveaux morts viennent s'ajouter à une liste déjà longue, pour que vous réagissiez ?

Vous avez brigué et intrigué pour obtenir les plus hautes fonctions de ce pays, aujourd'hui vous avez réussi : vous les avez. Au nom de la simple solidarité nationale, si ce mot a encore un sens pour vous, agissez avant qu'il ne soit trop tard.

Croyez, monsieur le Président de la République, à notre volonté déterminée de reconstruire une société fraternelle dans une France réconciliée avec elle-même, même si cela doit se faire sans vous ou malgré vous.

Yvan AUMONT

Directeur général de la
Nouvelle Action Française.

solidarité agissante

La Direction Générale de la N.A.F. invite tous nos lecteurs de la région parisienne à manifester à nos compatriotes musulmans leur solidarité agissante.

1 - Venez à la Madeleine (entrée de la crypte sur le côté gauche de l'église) pour

y signer le livre du Comité de Soutien et, par votre présence, apporter aux grévistes votre réconfort.

2 - Faites connaître l'action entreprise en diffusant autour de vous les tracts et les pétitions qui vous seront remis à la Made-

leine.

3 - Aidez nos amis par vos dons qui peuvent être versés soit directement lors de votre visite, soit en les adressant à M. Frédéric Aimard, 1, allée des Sycomores, 92300 Sceaux, C.C.P. La Source 335-74-25.

mai-juin 1974...

Nous, Français musulmans, vos frères, sommes citoyens français à part entière !

- Nous n'avons rien oublié.
- Nous attendons depuis plus de 12 ans le remboursement des indemnités qui nous sont dues.
- Nous attendons depuis plus de 12 ans le droit de revoir nos familles et les tombes de nos parents en Algérie.
- Nous refusons l'alliance signée par Mitterrand avec les Communistes.

Nous, Français musulmans, vos frères, voulons une nouvelle majorité.

- qui nous considérera enfin comme des citoyens français à part entière ;
- qui nous fera respecter et aider par l'administration française, à tous les échelons, et surtout à l'échelon local ;
- qui s'efforcera de nous trouver des emplois et du travail ;
- qui nous permettra de toucher nos indemnités et de bénéficier des mêmes droits que les militaires français (carte du combattant).

Nous, Français musulmans, vos frères, avons décidé de voter tous et de soutenir totalement

VALÉRY GISCARD d'ESTAING

Le Comité de Soutien et d'Action Régional pour la défense des Français Musulmans

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ
نحنو جازا بريس ومن الشعب
امبريقه خدمنا مع الاوله برنحه
من بكري نكلبو من بطل
رايسر الجمهورية البرنحاوية
المحفوظ والعدل شام مع الناس
يكون ملى لها حر ولاد كثر
خدمنا ومازار نخدموا مع اللام
برنحه ويا رهاد الارخر بلادنا
الله ينصر الرايسر الي يدبر
العدل وراح بين الشعب
الله ينصر سيد
ياسر جيسكارديستان

pour les harkis

• Plusieurs milliers de personnes, répondant à l'appel du Comité de soutien, se sont rassemblées le samedi 12 octobre à la Madeleine. Le cortège précédé d'importantes délégations de Français-musulmans porteurs de drapeaux tricolores a défilé pendant plus d'une heure avant d'atteindre l'Etoile et de déposer une gerbe sous l'Arc de Triomphe.

• La presque totalité de la grande presse ainsi que les radios et la télévision ont rendu compte avec objectivité et même sympathie, du sort des harkis et des actions engagées.

• Chaque jour des centaines de personnes passent à la Madeleine manifester leur soutien aux grévistes et signer le livre du Comité de soutien. De nombreuses personnalités des horizons politiques les plus divers se sont ainsi manifestées.